

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 262

Du 28 JUIL. 2025

imposant des mesures de mise en sécurité et des mesures immédiates prises à titre conservatoire à la société SEPE de Fresnes-en Saulnois pour son parc éolien sur la commune de Fresnes-en-Saulnois

**LE PRÉFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'Environnement - livre V - titre 1er, et notamment ses articles L. 171-8, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la décision préfectorale du 25 juillet 2012 prenant acte de l'antériorité autorisant la société d'exploitation du parc éolien - SEPE de Fresnes-en Saulnois à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Fresnes-en- Saulnois ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-169 du 13 mai 2025 mettant en demeure la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois ;
- Vu** le courriel de l'exploitant du 17 juillet 2025 notifiant l'accident survenu le 16 juillet 2025 ;

- Vu** le rapport du 22 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** les observations formulées par la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois sur le rapport d'inspection du 22 juillet 2025 par courriel du 24 juillet 2025 ;
- Vu** le courrier préfectoral du 23 juillet 2025 informant la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois de l'arrêté préfectoral imposant des mesures de mise en sécurité et des mesures immédiates prises à titre conservatoire envisagé à son encontre ;
- Vu** l'absence de nouvelles observations de la société Engie Énergies Services suite au courrier préfectoral du 23 juillet 2025 ;

Considérant l'accident survenu le 16 juillet 2025 après-midi sur l'éolienne E4 du parc éolien de Fresnes-en-Saulnois, ayant provoqué le bris et la projection de plusieurs morceaux de pale ;

Considérant qu'il convient de sécuriser l'ensemble du parc éolien afin d'éviter tout nouvel accident sur celui-ci ;

Considérant qu'il convient de procéder à l'évacuation des déchets produits par l'accident ;

Considérant que lors de la visite du 30 janvier 2025, il a été constaté que certaines brides de fixation étaient corrodées et que le contrôle des brides de fixation des éoliennes n'était pas réalisé conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 16 août 2011 susvisé ;

Considérant qu'il convient donc de procéder à un contrôle complet des brides de fixation des éoliennes du parc ;

Considérant qu'il convient, à titre conservatoire, de maintenir à l'arrêt l'ensemble du parc éolien jusqu'à la remise du rapport d'accident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement à l'inspection des installations classées et jusqu'à ce que celle-ci se soit prononcée sur les conditions prévues par l'exploitant pour la remise en service de son parc éolien ;

Considérant qu'il convient d'intégrer en matière de sécurité le retour d'expérience de cet accident à l'exploitation des installations ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté :

La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois (SIRET n°487 575 029 00037), dont le siège social se trouve à bureau 562, 59 rue de Ponthieu, 75008 à Paris, ci-après dénommée exploitant, est tenue à titre conservatoire de respecter les prescriptions du présent arrêté que rendent nécessaires les conséquences de l'accident survenu sur les installations de son parc éolien de Fresnes-en-Saulnois implanté sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois.

Article 2 : Mesures immédiates conservatoires :

L'exploitant est tenu dès notification du présent arrêté de :

- mettre en sécurité les installations du site : interdiction d'accès, surveillance continue tant qu'il subsiste un risque de projection/chute de débris de pale de l'éolienne E4 ;
- mettre en œuvre toute mesure afin de s'assurer qu'aucune personne non explicitement autorisée ne s'approche des éoliennes de l'ensemble des machines du parc éolien à une distance susceptible de présenter un risque en cas de nouvelle rupture de pale ;
- maintenir à l'arrêt l'ensemble des machines du parc éolien.

Article 3 : Conditions de remise en service du parc éolien :

L'exploitant est tenu de :

- remettre un rapport d'accident mentionné à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sous un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté, qui précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, ainsi que les mesures pérennes prises ou envisagées pour éviter un accident similaire ;
- compléter ce rapport d'accident au fur et à mesure des investigations identifiant les causes réelles de l'accident et conclusions réalisées notamment en termes de mesures curatives et préventives à mettre en place ;
- procéder à une inspection détaillée de l'éolienne E4 accidentée en vue de déterminer les causes de cet accident ;
- transmettre les certificats de contrôle qualité du fabricant des pales pour l'ensemble du parc, y compris la pale détériorée de l'éolienne E4, ainsi que le suivi de maintenance des éoliennes ;
- procéder à un contrôle et si besoin au resserrage de l'ensemble des brides des éoliennes du parc, et transmettre à l'inspection, dès réception, le rapport de contrôle correspondant ;
- procéder à une inspection des pales et du système instrumenté de sécurité de l'ensemble des éoliennes du parc et transmettre à l'inspection, dès réception, le rapport conclusif sur la capacité de fonctionnement en sécurité de chaque éolienne ;

Sur la base de ces éléments, la remise en exploitation du parc éolien pourra être sollicitée auprès du préfet de Moselle.

Article 4 : Gestion des déchets produits par le sinistre :

Les déchets issus du sinistre sont évacués vers une ou des installations autorisées à les recevoir. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, **dans le délai maximal de 3 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les justificatifs d'élimination de ces déchets vers des installations autorisées à les recevoir.

Article 5 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Article 7 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg – Château-Salins et au maire de Fresnes-en-Saulnois.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Richard Smith